



Dépêche No. 505 | 4 février 2022

# Les Marocains soutiennent le rôle de la surveillance joué par les médias mais approuvent certaines restrictions sur l'information

Afrobarometer Dépêche No. 505 | Mhammed Abderebbi

## Résumé

La Constitution marocaine de 2011 stipule que « la liberté de la presse est garantie et ne peut être limitée par aucune forme de censure préalable. Dans la mesure expressément prévue par la loi, toute personne a le droit de s'exprimer et de diffuser librement des informations, des idées et des opinions » (Royaume du Maroc, 2011).

Ces dernières années, le gouvernement a introduit des réformes législatives affinant les dispositions de la Constitution, notamment un code de la presse reconnaissant les médias en ligne, une loi prévoyant l'accès du public à l'information et un amendement renforçant la capacité de la Haute Autorité de la Communication Audiovisuelle (HACA) à promouvoir un marché des médias diversifié et ouvert (ERIM, 2019 ; OCDE, 2019). L'accès à l'Internet et aux médias sociaux est stimulé par le nouveau modèle de développement du gouvernement, qui promeut le développement des plateformes numériques comme levier de transformation rapide (CSMD, 2021).

Tout en saluant ces avancées, les critiques affirment qu'elles ne vont pas assez loin et n'ont pas protégé les médias et les journalistes/blogueurs de la persécution (ERIM, 2019). Le Classement Mondial de la Liberté de la Presse 2021 (Reporters Sans Frontières, 2021) classe les médias marocains parmi les moins libres au monde (136<sup>e</sup> sur 180 pays). De même, Freedom House (2021) classe le Maroc que comme « partiellement libre » en termes de liberté de l'Internet.

La dernière enquête Afrobarometer présente le point de vue des citoyens sur la scène médiatique marocaine. Alors que la télévision est la source d'information la plus populaire, sept Marocains sur 10 s'informent également régulièrement via les réseaux sociaux et l'Internet. Les opinions sur la liberté des médias sont mitigées : La plupart des personnes interrogées soutiennent le rôle de surveillance que jouent des médias vis-à-vis du gouvernement, mais la majorité approuvent également le droit du gouvernement de limiter la diffusion de fausses nouvelles, de discours de haine et d'informations qui critiquent le chef du gouvernement ou que le gouvernement désapprouve.

Alors que les Marocains voient à la fois des aspects positifs et négatifs des médias sociaux, ils ne veulent pas que le gouvernement réglemente l'accès aux médias sociaux et à l'Internet.

## Enquêtes Afrobarometer

Afrobarometer est un réseau panafricain et non-partisan de recherche par sondage qui produit des données fiables sur les expériences et appréciations des Africains relatives à la démocratie, à la gouvernance, et à la qualité de vie. Huit rounds d'enquêtes ont été réalisés dans un maximum de 39 pays depuis 1999. Les enquêtes du Round 8 en 2019/2021 couvrent

34 pays. Afrobarometer réalise des entretiens face-à-face dans la langue du répondant avec des échantillons représentatifs à l'échelle nationale.

L'équipe Afrobarometer au Maroc, dirigée par Global for Survey and Consulting (GSC), a interviewé 1.200 adultes marocains en février 2021. Un échantillon de cette taille donne des résultats au niveau des pays avec une marge d'erreur de +/-3 points de pourcentage à un niveau de confiance de 95%. Les précédentes enquêtes d'Afrobarometer ont été menées au Maroc en 2013, 2015 et 2018.

## Résultats clés

- La télévision est la source d'information la plus populaire au Maroc, utilisée au moins « quelques fois par semaine » par 92% des citoyens.
  - L'Internet (70%) et les médias sociaux (69%) ont devancé la radio (49%) et les journaux (11%) comme sources d'information régulières.
- Plus des trois quarts (78%) des Marocains affirment que les médias devraient « constamment enquêter et publier sur la corruption et les erreurs du gouvernement ».
  - Mais moins de la moitié (45%) insistent sur la liberté des médias, tandis que 55% approuvent le droit du gouvernement d'interdire la publication de choses qu'il désapprouve.
  - En particulier, des majorités soutiennent le droit du gouvernement d'interdire le partage de fausses informations (88%), de discours de haine (82%) et d'informations qui « critiquent ou insultent le chef du gouvernement » (57%).
- Près de six Marocains sur 10 (58%) affirment que les médias du pays sont « assez libres » ou « entièrement libres » de couvrir et de commenter les informations sans ingérence du gouvernement.
- Les Marocains pensent que les utilisateurs de médias sociaux (84%) et les médias (67%) sont les suspects les plus probables lorsqu'il s'agit de partager sciemment de fausses informations.
- Parmi les Marocains qui ont entendu parler des médias sociaux, la majorité affirment que cela rend les gens plus informés sur les événements actuels (96%) et les aide à avoir plus d'impact sur les processus politiques (64%), mais les rend également plus susceptibles de croire aux fausses nouvelles (85%).
  - Dans l'ensemble, 60% des répondants considèrent que l'impact des médias sociaux sur la société est positif.
- Une majorité (57%) de Marocains affirment que l'accès illimité à l'Internet et aux médias sociaux devrait être protégé.

## Sources d'informations

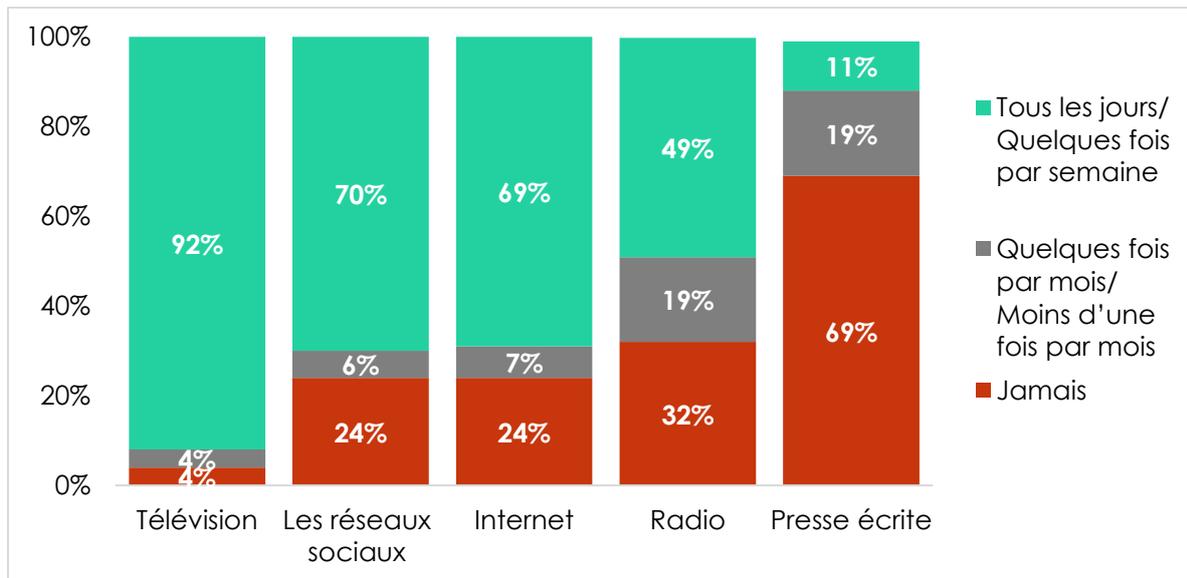
Les Marocains sont fidèles à leur télévision, qui est le média de masse le plus utilisé pour s'informer. Plus de neuf citoyens sur 10 (92%) déclarent recevoir des informations via la télévision « tous les jours » ou « quelques fois par semaine ». Seuls 4% déclarent n'utiliser « jamais » la télévision comme source d'information (Figure 1).

Les résultats de l'enquête montrent qu'après la télévision, l'Internet (70%) et les médias sociaux (69%) sont les sources d'information les plus populaires – une conclusion qui a

apparaît au niveau des données de DataReportal (2021) montrant que le nombre d'internautes au Maroc a augmenté de 2,3 millions (9,1%) entre 2020 et 2021.

La moitié (49%) des Marocains s'informent régulièrement à la radio, tandis que seulement 11% se tournent vers la presse écrite comme source régulière d'information.

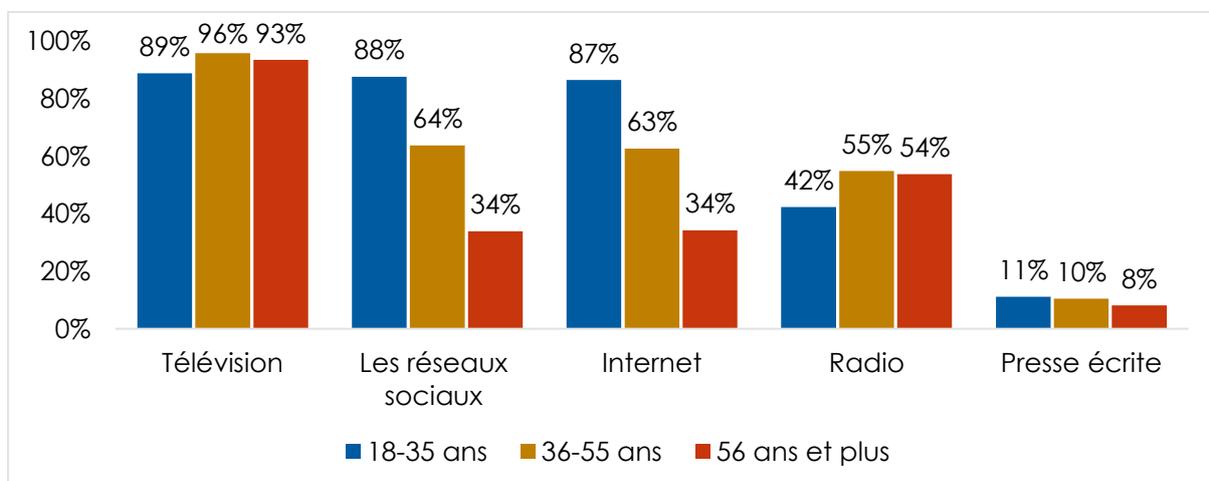
**Figure 1 : Sources d'informations | Maroc | 2021**



**Questions posées aux répondants :** Combien de fois recevez-vous des informations provenant des sources suivantes ?

La consommation de l'information varie considérablement selon le groupe démographique. Chez les jeunes Marocains (âgés de 18 à 35 ans), les médias sociaux (88%) et l'Internet (87%) sont à peu près aussi populaires que la télévision (89%) comme sources régulières d'information (Figure 2). Leurs aînés, quant à eux, s'informent beaucoup plus souvent de la télévision que de nouveaux médias numériques. La radio est plus populaire chez les personnes âgées de plus de 35 ans (54%-55%) que chez les jeunes (42%).

**Figure 2 : Sources d'informations | par groupe d'âge | Maroc | 2021**



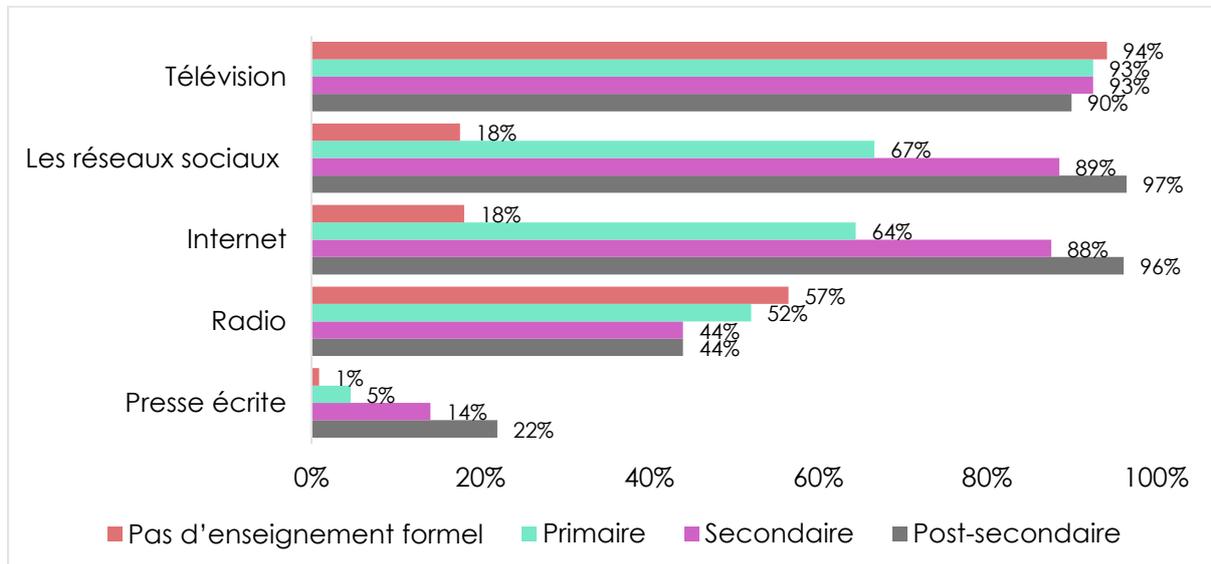
**Questions posées aux répondants :** Combien de fois recevez-vous des informations provenant des sources suivantes ? (% qui disent « tous les jours » ou « quelques fois par semaine »)

Alors que l'usage de la télévision est très répandu chez tous les niveaux d'instruction, l'utilisation des médias sociaux, de l'Internet et de la presse écrite augmente avec le niveau d'instruction des répondants (Figure 3). La radio est moins utilisée par les citoyens ayant au moins le niveau d'études secondaires (44%) que par leurs homologues moins instruits (52%-57%).

Reflétant la même tendance, les médias sociaux, l'Internet et les journaux sont des sources d'information plus populaires dans les villes que dans les zones rurales, tandis que la radio est plus largement utilisée dans les zones rurales (Figure 4).

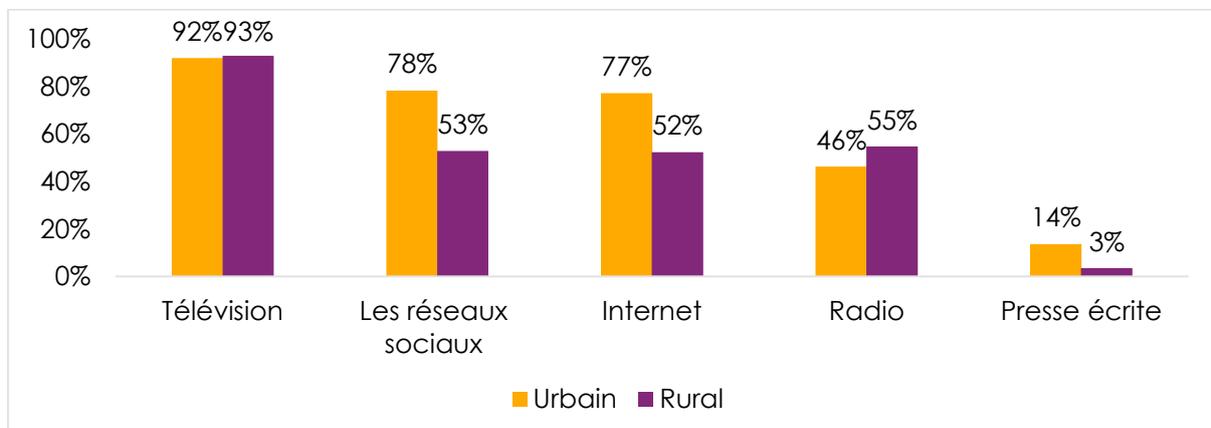
Les hommes sont plus susceptibles que les femmes de consommer des informations via les médias sociaux (76% contre 64%), l'Internet (76% contre 62%) et la presse écrite (15% contre 6%), tandis qu'un peu plus de femmes que d'hommes obtiennent l'information via la télévision (95% contre 90%) (Figure 5).

**Figure 3 : Sources d'informations** | par niveau d'instruction | Maroc | 2021



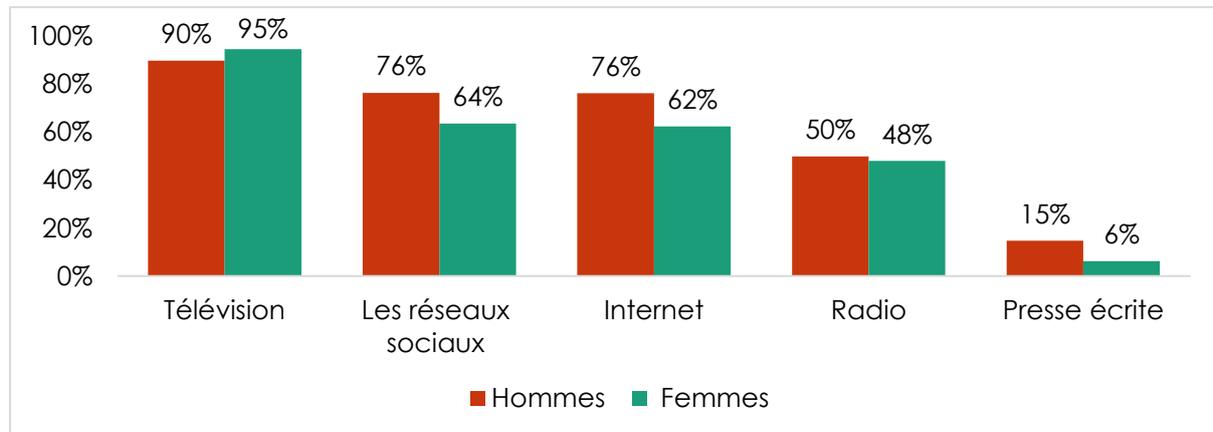
**Questions posées aux répondants :** Combien de fois recevez-vous des informations provenant des sources suivantes ? (% qui disent « tous les jours » ou « quelques fois par semaine »)

**Figure 4 : Sources d'informations** | par milieu de résidence rural-urbain | Maroc | 2021



**Questions posées aux répondants :** Combien de fois recevez-vous des informations provenant des sources suivantes ? (% qui disent « tous les jours » ou « quelques fois par semaine »)

**Figure 5 : Sources d'informations** | par sexe | Maroc | 2021

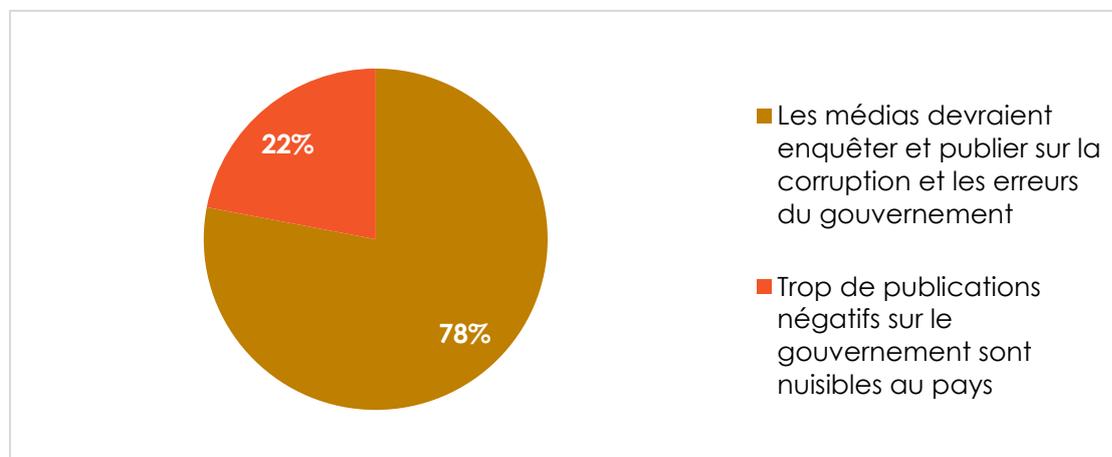


**Questions posées aux répondants :** Combien de fois recevez-vous des informations provenant des sources suivantes ? (% qui disent « tous les jours » ou « quelques fois par semaine »)

### Rôle et liberté des médias

La plupart des Marocains veulent des médias qui aident à demander des comptes au gouvernement. Plus des trois quarts (78%) sont « d'accord » ou « tout à fait d'accord » sur le fait que les médias devraient « enquêter et publier sur la corruption et les erreurs du gouvernement », tandis que seulement 22% soulignent plutôt que « trop de reportages sur des événements négatifs ... sont nuisibles au pays » (Figure 6).

**Figure 6 : Le rôle des médias** | Maroc | 2021



**Question posée aux répondants :** Laquelle des affirmations suivantes est la plus proche de votre opinion ?

Affirmation 1 : Les médias devraient constamment enquêter et publier sur la corruption et les erreurs du gouvernement.

Affirmation 2 : Trop de publications sur les événements négatifs comme la corruption et les erreurs du gouvernement sont nuisibles au pays.

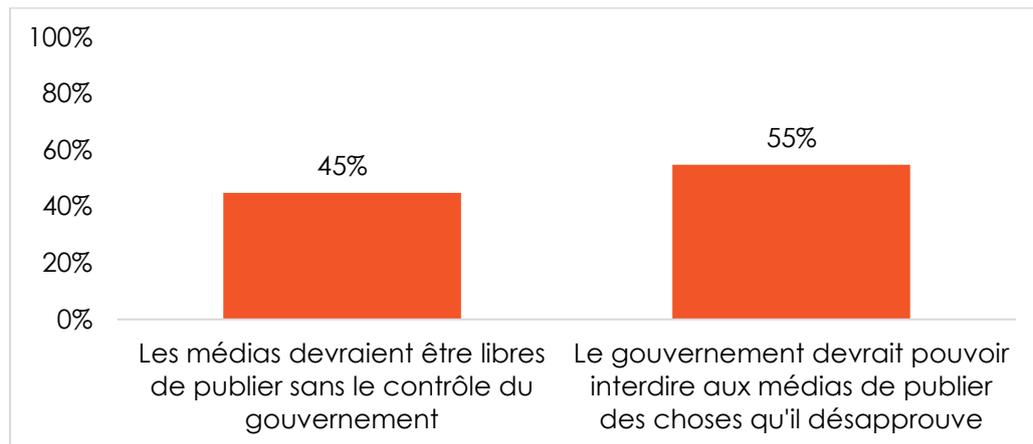
(% qui sont « d'accord » ou « tout à fait d'accord » avec chaque affirmation)

Pourtant, les opinions des Marocains sur la liberté des médias sont assez mitigées. Moins de la moitié (45%) affirment que les médias devraient être libres de publier des opinions et des idées sans ingérence du gouvernement, tandis qu'une majorité (55%) estiment que le

gouvernement devrait pouvoir empêcher les médias de publier des choses qu'il désapprouve (Figure 7).

Le soutien à la liberté des médias est plus fort chez les hommes (49%) et les habitants urbains (48%) que chez les femmes (41%) et les ruraux (38%). Même parmi les répondants ayant fait des études post-secondaires, seule une faible majorité (52%) soutiennent la liberté des médias (Figure 8).

**Figure 7 : Les médias doivent-ils être libres ? | Maroc | 2021**



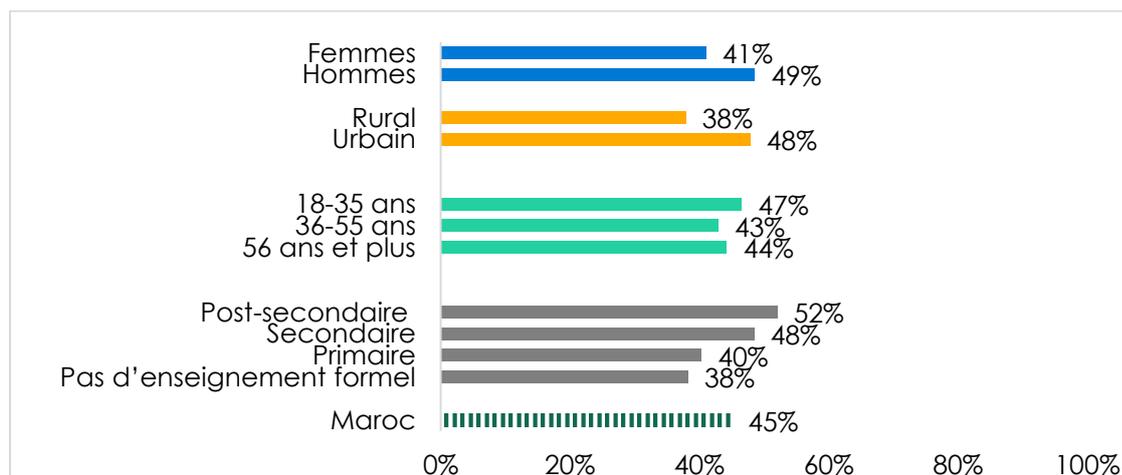
**Question posée aux répondants :** Laquelle des affirmations suivantes est la plus proche de votre opinion ?

Affirmation 1 : Les médias devraient être libres de publier n'importe quelles opinions ou idées sans le contrôle du gouvernement.

Affirmation 2 : Le gouvernement devrait pouvoir interdire aux médias de publier des choses qu'il désapprouve.

(% qui sont « d'accord » ou « tout à fait d'accord » avec chaque affirmation)

**Figure 8 : Soutien à la liberté des médias | par groupe démographique | Maroc | 2021**



**Question posée aux répondants :** Laquelle des affirmations suivantes est la plus proche de votre opinion ?

Affirmation 1 : Les médias devraient être libres de publier n'importe quelles opinions ou idées sans le contrôle du gouvernement.

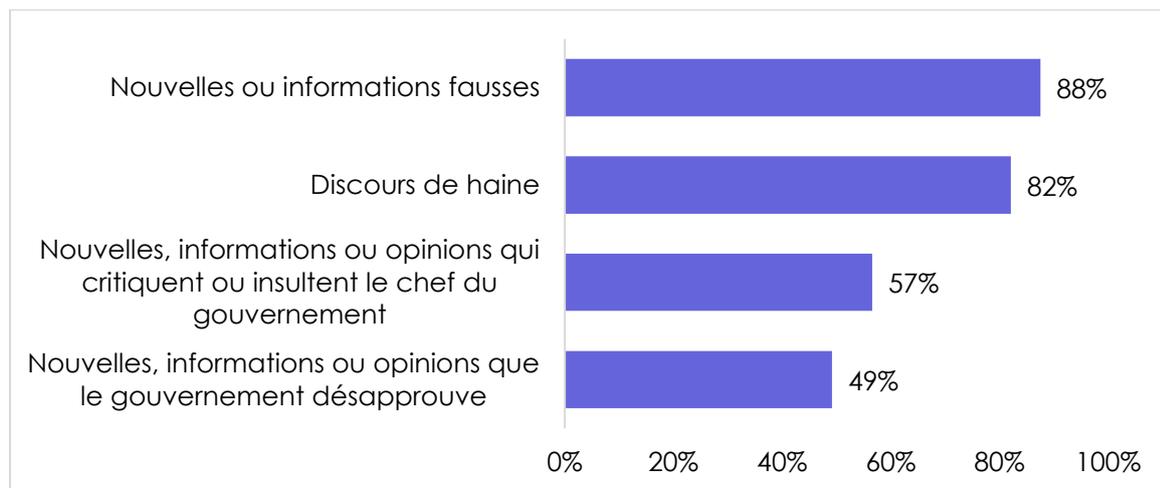
Affirmation 2 : Le gouvernement devrait pouvoir interdire aux médias de publier des choses qu'il désapprouve.

(% qui sont « d'accord » ou « tout à fait d'accord » avec l'affirmation 1)

En particulier, de fortes majorités approuvent le droit du gouvernement d'interdire le partage de fausses informations ou idées (88%) et de discours de haine (82%) (Figure 9).

Une majorité (57%) soutiennent également le droit du gouvernement de bloquer les informations qui « critiquent ou insultent le chef du gouvernement », tandis qu'environ la moitié (49%) autoriseraient des restrictions sur les idées, les informations et les opinions que le gouvernement désapprouve.

**Figure 9 : Le gouvernement devrait-il pouvoir limiter le partage de certains types d'informations ? | Maroc | 2021**



**Questions posées aux répondants :** Dites-moi s'il vous plaît si vous êtes d'accord ou en désaccord que le gouvernement devrait pouvoir limiter ou interdire le partage :

Des nouvelles, informations ou opinions que le gouvernement désapprouve ?

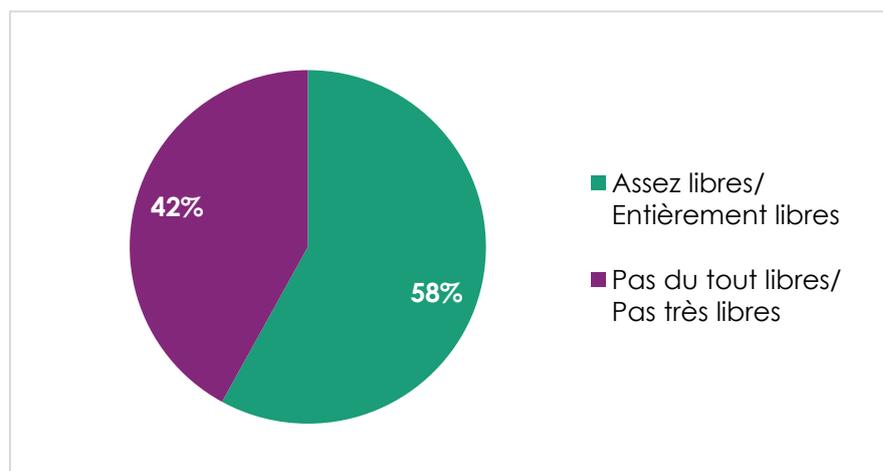
Des nouvelles, informations, ou opinions qui critiquent ou insultent le chef du gouvernement ?

De tout discours de haine, c'est-à-dire des nouvelles, informations ou opinions destinées à attaquer ou à diffamer certains groupes sociaux ?

(% qui sont « d'accord » ou « tout à fait d'accord »)

Dans la pratique, près de six Marocains sur 10 (58%) déclarent que les médias du pays sont « quelque peu libres » ou « entièrement libres » de rapporter et de commenter l'actualité. Mais plus de quatre sur 10 (42%) considèrent les médias comme « pas très libres » ou « pas du tout libres » (Figure 10).

**Figure 10 : Dans quelle mesure les médias sont-ils libres ? | Maroc | 2021**

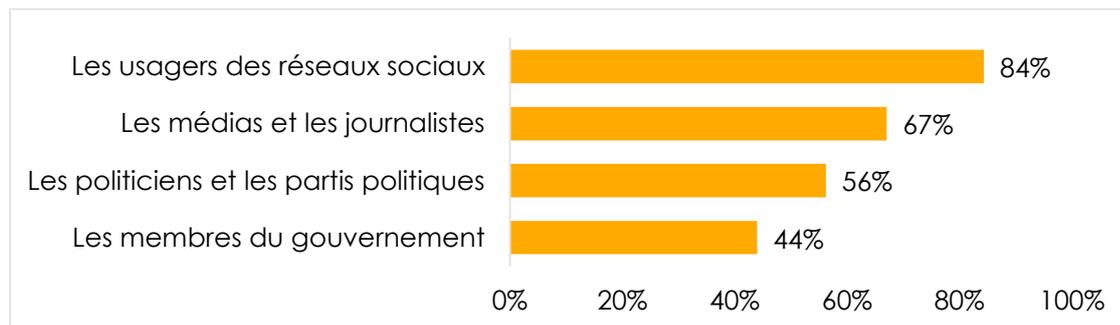


**Question posée aux répondants :** A votre avis, à quel point les médias sont-ils libres dans ce pays de diffuser et de commenter l'actualité sans censure ni ingérence du gouvernement ?

## Sources de fausses nouvelles

Dans la mesure que l'utilisation des médias numériques a augmenté dans le monde, la diffusion de fausses nouvelles et d'informations a également augmenté. Lorsqu'on leur a demandé qui, selon eux, diffuse sciemment de fausses informations au Maroc, les répondants sont plus susceptibles de blâmer les utilisateurs de médias sociaux (84%), suivis des médias d'information et des journalistes (67%), des politiciens ou des partis politiques (56%) et des représentants du gouvernement (44%) (Figure 11).

**Figure 11 : Pourvoyeurs de fausses nouvelles | Maroc | 2021**



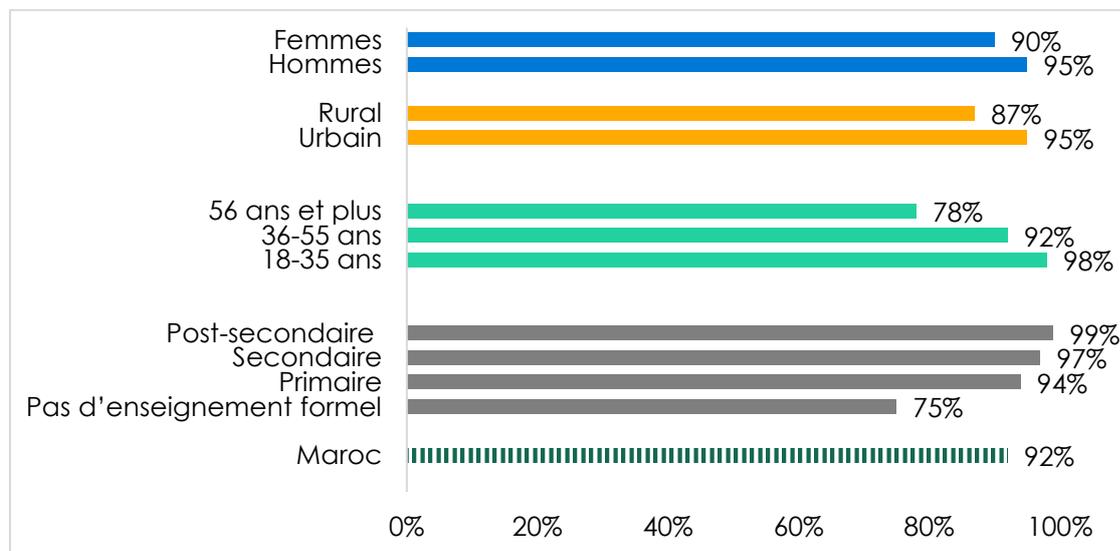
**Questions posées aux répondants :** Dites-moi, s'il vous plaît, à quelle fréquence, dans ce pays, pensez-vous que les membres de chacun des groupes suivants diffusent des informations qu'ils savent fausses ? (% qui disent « quelques fois » ou « souvent »)

## Vues sur les médias numériques

Plus de neuf Marocains sur 10 (92%) déclarent avoir entendu parler des réseaux sociaux. La connaissance des médias sociaux est un peu plus élevée chez les hommes que chez les femmes (95% vs. 90%) et dans les villes que dans les zones rurales (95% vs. 87%) (Figure 12).

Même parmi les citoyens sans éducation formelle (75%) et ceux âgés de plus de 56 ans (78%), au moins les trois quarts connaissent les médias sociaux.

**Figure 12 : Avoir entendu parler des réseaux sociaux | par groupe démographique | Maroc | 2021**



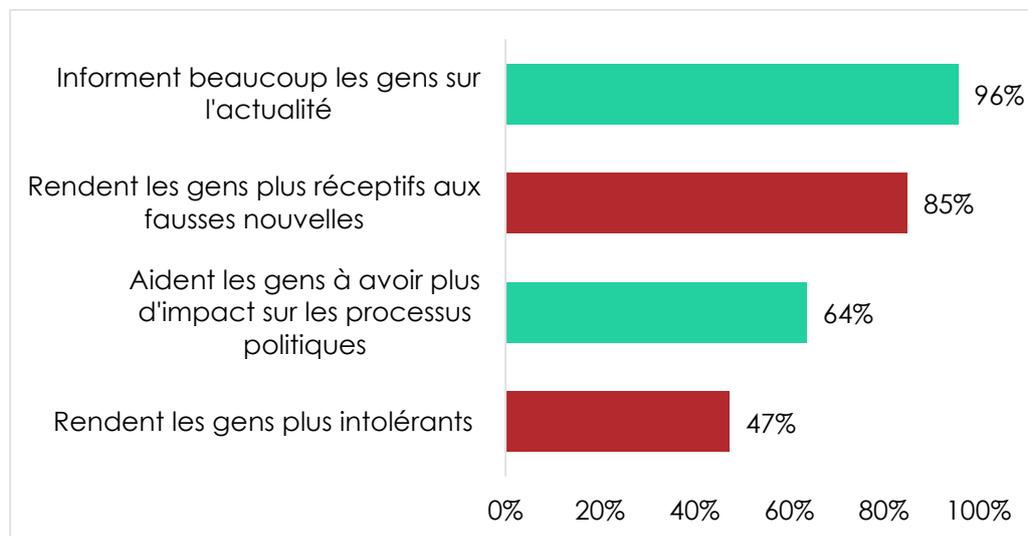
**Question posée aux répondants :** Avez-vous entendu parler des réseaux sociaux, tels que Facebook, Twitter, et WhatsApp ? (% « oui »)

La plupart des Marocains considèrent les médias sociaux comme ayant des effets à la fois positifs et négatifs sur la société (Figure 13). Parmi ceux qui ont entendu parler des médias sociaux, presque tous (96%) pensent qu'ils permettent d'être mieux informés sur l'actualité. Mais 85% disent également que cela rend les gens plus susceptibles de croire aux fausses nouvelles.

Alors que près des deux tiers (64%) pensent que les médias sociaux aident les gens à avoir plus d'impact sur les processus politiques, près de la moitié (47%) pensent également qu'ils rendent les utilisateurs moins tolérants envers les personnes ayant des opinions différentes.

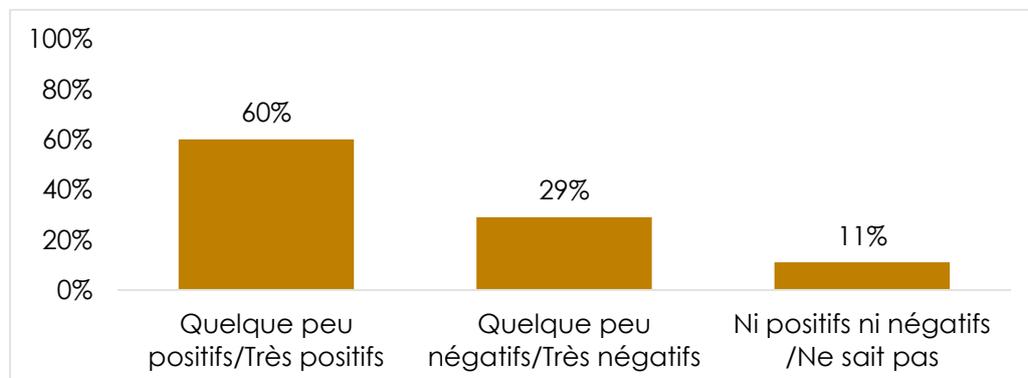
Malgré leurs effets négatifs, une majorité (60%) de Marocains considèrent l'impact global des médias sociaux sur la société comme « plutôt » ou « très » positif, tandis que seulement 29% disent que leur impact est « plutôt » ou « très » négatif (Figure 14).

**Figure 13 : Effets de l'utilisation des médias sociaux | Maroc | 2021**



**Questions posées aux répondants qui ont déclaré avoir entendu parler des réseaux sociaux :** Que vous utilisez vous-même ou non les réseaux sociaux, veuillez me dire si vous êtes d'accord ou pas d'accord avec le fait que les réseaux sociaux... (% qui sont « d'accord » ou « tout à fait d'accord ») (Les répondants qui n'avaient pas entendu parler des médias sociaux sont exclus.)

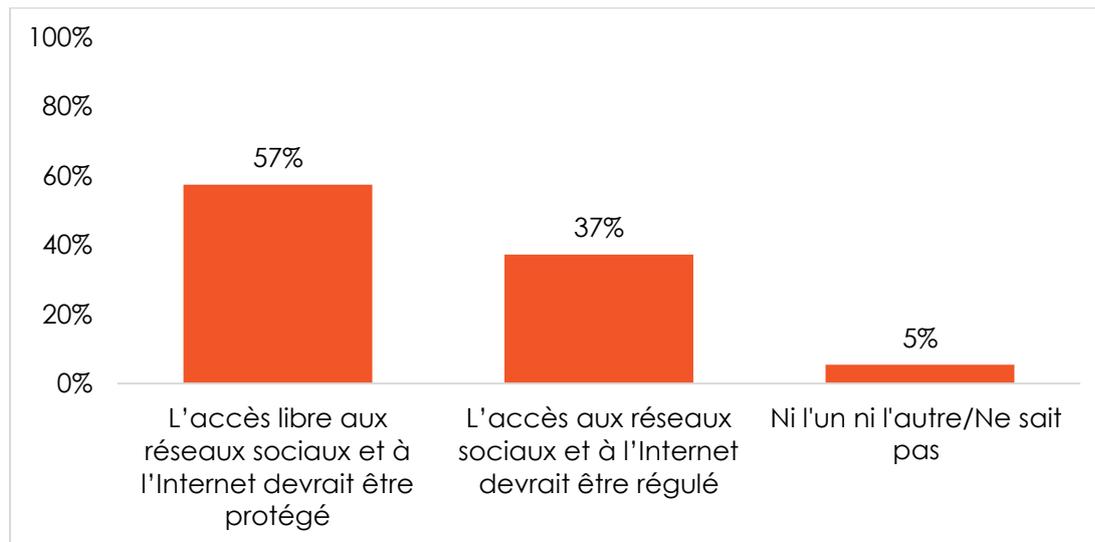
**Figure 14 : Impact global des réseaux sociaux sur la société : positif ou négatif ? | Maroc | 2021**



**Question posée aux répondants qui ont déclaré avoir entendu parler des réseaux sociaux :** Dans l'ensemble, pensez-vous que les effets des réseaux sociaux sur la société sont plutôt positifs, plutôt négatifs, ou n'en avez-vous pas suffisamment entendu parler pour vous prononcer ? (Les répondants qui n'avaient pas entendu parler des médias sociaux sont exclus.)

Conformément aux perceptions populaires sur l'impact positif des médias sociaux, plus de la moitié (57%) des Marocains sont « d'accord » ou « tout à fait d'accord » pour que l'accès illimité à l'Internet et aux médias sociaux soit protégé, car cela aide les gens à être des citoyens plus informés et actifs. Mais près de quatre sur 10 (37%) pensent que ces plateformes numériques divisent tellement la société que le gouvernement devrait en réglementer l'accès (Figure 15).

**Figure 15 : Le gouvernement devrait-il réglementer l'accès aux médias sociaux et à l'Internet ? | Maroc | 2021**



**Question posée aux répondants :** Laquelle des affirmations suivantes est la plus proche de votre opinion ?

*Affirmation 1 :* L'accès libre aux réseaux sociaux et à l'Internet rend les gens mieux informés et plus engagés comme citoyens, et devrait donc être protégé.

*Affirmation 2 :* Les informations sur l'Internet et les réseaux sociaux divisent les Marocains et devraient donc voir leur accès régulé.

(% qui sont « d'accord » ou « tout à fait d'accord » avec chaque affirmation)

## Conclusion

La télévision est reine parmi les sources d'information au Maroc, mais l'Internet et les réseaux sociaux jouent également un rôle essentiel, fournissant régulièrement des informations à sept citoyens sur 10.

Alors que les Marocains apprécient le rôle des médias en tant que chien de garde du gouvernement, ils ont des opinions différentes sur la liberté des médias : Moins de la moitié disent que les médias devraient être libres de toute ingérence du gouvernement, et la majorité approuvent le droit du gouvernement de restreindre le partage de fausses informations, des discours de haine et des informations qui critiquent ou insultent le chef du gouvernement.

Bien qu'ils soient clairement conscients des effets négatifs potentiels des médias sociaux, une majorité de Marocains considèrent leur impact global sur la société comme positif et pensent que l'accès illimité aux médias sociaux et à l'Internet doit être protégé.

## Références

- CSMD (Commission Spéciale sur le Modèle de Développement). (2021). Le nouveau modèle de développement.
- DataReportal. (2021). Digital : 2021-Morocco.
- ERIM (Equal Rights and Independent Media). (2019). The legal framework on freedom of expression in Morocco.
- Freedom House. (2021). Countries and territories.
- OCDE (L'Organisation de Coopération et de Développement Economiques). (2021). Citizens' voice in Morocco: Communication and media for a more open government.
- Royaume du Maroc. (2011). La constitution, édition 2011.
- Reporters Sans Frontières. (2021). Classement mondial de la liberté de la presse 2021.

**Mhammed Abderebbi** est chercheur principal de l'enquête Afrobarometer au Maroc.  
Email : [abderebbimhammed@gmail.com](mailto:abderebbimhammed@gmail.com).

Afrobarometer, une organisation à but non-lucratif dont le siège se trouve au Ghana, est un réseau panafricain et indépendant de recherche. La coordination régionale de plus de 35 partenaires nationales est assurée par le Ghana Center for Democratic Development (CDD-Ghana), l'Institute for Justice and Reconciliation (IJR) en Afrique du Sud, et l'Institute for Development Studies (IDS) (University of Nairobi au Kenya). Michigan State University (MSU) et University of Cape Town (UCT) apportent un appui technique au réseau.

Le 8ème Round d'Afrobarometer bénéficie du soutien financier de la Suède à travers l'Agence Suédoise de Coopération pour le Développement International, de la Fondation Mo Ibrahim, d'Open Society Foundations, de la Fondation William et Flora Hewlett, de l'Agence Américaine pour le Développement International (USAID) à travers l'Institut Américain de la Paix, du National Endowment for Democracy, de la Délégation de l'Union Européenne à l'Union Africaine, de Freedom House, de l'Ambassade du Royaume des Pays-Bas en Ouganda, de GIZ, et de Humanity United.

Les dons permettent à Afrobarometer de donner une voix aux citoyens africains. Veuillez penser à faire une contribution (à [www.afrobarometer.org](http://www.afrobarometer.org)) ou contacter Bruno van Dyk ([bruno.v.dyk@afrobarometer.org](mailto:bruno.v.dyk@afrobarometer.org)) pour discuter d'un éventuel financement institutionnel.

Pour plus d'informations, veuillez visiter le [www.afrobarometer.org](http://www.afrobarometer.org).

Suivez nos publications à #VoicesAfrica.



Afrobarometer Dépêche No. 505 | 4 février 2022